



©Kessy Ekomo-Soignet

PEUT ON PARLER D'EXTREMISME VIOLENT EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE ?

**Kessy EKOMO-SOIGNET, Fondatrice et Consultante Principale
Peace & Development Watch – RCA**

En prenant en compte le fait que l'extrémisme violent est un aboutissement du processus de socialisation vers la violence et par la violence, alors l'histoire de la République Centrafricaine de ses 20 dernières années, est l'illustration parfaite de ce phénomène.

Environ 623.000 Km² pour une population d'à peine 5.000.000¹, la République Centrafricaine traverse un enchaînement de crises dont le point culminant a été atteint en 2013 avec ce qui est aujourd'hui considérée comme étant la 3^{ème} guerre civile centrafricaine. Les effets de la crise se font ressentir sur les populations en raison de l'instabilité permanente portées par les groupes armés qui en 2020 contrôlaient encore plus de 80% du territoire. Selon les autorités, ce pourcentage aurait baissé avec l'intervention des troupes alliées composées « d'instructeurs russes » et de l'armée Rwandaise.

Penser l'extrémisme violent dans le contexte centrafricain revient non seulement à observer les dynamiques internes au pays mais prendre en compte sa situation géographique et son voisinage qui se caractérise par une instabilité ayant des répercussions sur son territoire et vice-versa.

Malgré l'élaboration de la première stratégie nationale de prévention de la radicalisation est de l'extrémisme violent (SNPREV) en 2018 et la mise en place d'un Comité National de Prévention de la Radicalisation et de l'Extrémisme Violent (CNPREV) un an plus tard, on note un réel manque d'intérêt aussi bien des autorités nationales que des partenaires techniques et financiers pour le financement et la mise en œuvre de cet agenda.

De manière générale, le constat est fait que les analyses sur la crise en République Centrafricaines ont la particularité de faire un focus sur le pays, il existe très peu d'analyses sur la place de la RCA dans un écosystème sous-régionale voir internationale de conflit. Le déni d'une collaboration potentiellement

¹ Projection 2021, ICASEES

active entre les groupes armés de la partie centrafricaine et d'acteurs transnationaux semble ancré dans le milieu des décideurs et même de la société civile .

Il apparaît qu'après avoir combattu pendant des années la narrative portée à l'international par la communauté internationale et selon laquelle la crise centrafricaine serait d'émanation religieuse, les acteurs de la société civile et les décideurs ont choisis de faire bloc contre toutes analyses pouvant ramener devant la scène des liens touchant à la religion ou à la tension entre ces deux communautés. Ce faisant, ils sont pourtant en train de créer un environnement qui ne permet pas de questionner les dynamiques touchant à l'extrémisme violent, de penser et de comprendre la place et le rôle de la RCA et ce , au-delà de ses frontières.

Diverses ateliers menées en collaboration avec le CNPREV ont permis de faire ressortir les mêmes réalités qui ont conduit à l'éclatement des conflits notamment intercommunautaires en 2013 :

- La marginalisation territoriale combinée aux inégalités socioéconomiques
- Les frustrations liées à la non-distribution égalitaire des retombées de l'exploitation des ressources naturelles
- La mauvaise gouvernance alimentant le sentiment d'arbitraire et d'injustice

Malgré les facteurs de résilience face à une potentielle radicalisation de masse et la difficulté des groupes extrémistes violents à idéologie djihadiste de s'installer en RCA, les risques d'alliances en vue du contrôle des ressources existent.

En effet, on connaît la dynamique de repli des groupes armés de la région sur le sol centrafricain, le pays sert non seulement à ces groupes d'espace de pause afin de reprendre des forces et repartir sur leur théâtre d'opération mais aussi et surtout d'espace de recrutements (forcés ou volontaires) et d'entraînement.

Après la crise de décembre 2020 et la débâcle subit par les groupes armés non signataires de l'Accord de Khartoum ayant rejoint le mouvement CPC, on note une restructuration de l'occupation de l'espace par ces groupes. En effet, leur stratégie de repli se concentre principalement dans les zones minières au Nord-Est qu'ils essayent de contrôler au maximum. Ainsi, les mines de la Nana Mambéré et de la Mambere Kadei sont quasiment toutes sous le contrôle des groupes armés, ce qui ne limite en rien leurs dynamismes et le fait qu'elles continuent à attirer un grand nombre d'acteurs provenant non seulement d'autres villes de la République Centrafricaine mais aussi des pays alentours voir au-delà.

Les origines des acteurs étrangers dans ces zones restent difficiles à collecter mais les témoignages recueillis sur le terrain font mention de collecteurs Maliens, Burkinabés , Camerounais, Tchadiens, Soudanais... rien n'est moins sûr tant il reste laborieux d'avoir accès à ces zones dont le contrôle et la sécurité s'articulent semble-t-il par « un mécanisme d'entre-aide portée par l'intérêt économique que chacun des acteurs présents a pour la zone »².

Ainsi, La situation conflictuelle permanente doublée d'une insécurité et d'une compétition autour du contrôle des ressources minières pourrait ainsi faire penser à une possibilité de voir certaines régions de la Centrafrique devenir des territoires de financement des activités terroristes ou criminelles à travers le continent voir au-delà..

Il est encore difficile de saisir l'idéologie précise qui est mise en avant dans le cas de l'enrôlement volontaire de citoyens centrafricains dans ces groupes mais il reste évident que le chômage, le

² Entretien , artisan minier de Bouar

sentiment d'injustice social , les troubles et traumatismes ainsi que les jeux de manipulations des appartenances confessionnelles combinés à l'absence totale de l'autorité de l'Etat soient des facteurs clés et des leviers aisément utilisables lors des recrutements.

Ce qui « sauve » la RCA face à l'extrémisme violent et au phénomène de la radicalisation de masse pouvant conduire au terrorisme qui en découle est ,en grande partie, l'absence relative d'un leader charismatique et d'un moteur idéologique dans les revendications des différents groupes plutôt tournés vers des logiques d'intérêts immédiats ou strictement criminelles. De ce fait, les groupes qui seraient susceptibles de subir des mutations vers une radicalisation pouvant conduire au terrorisme ont du mal à mobiliser autour de causes claires et compréhensibles auprès des populations qui les voient surtout comme de simples instruments de conquête du pouvoir politique ou de contrôle de ressources.

Bien qu'il n'existe pas de preuves évidente d'une collaboration entre les groupes armés actifs dans le conflit en RCA et des groupes transnationaux, l'imbrication entre facteurs internes et ceux liés à la porosité des frontières se manifeste dans un climat tendu sur la nationalité des acteurs avec la stigmatisation de certains groupes sociaux qui pourraient être tentées de nouer des alliances avec des groupes ou réseaux transnationaux. L'exemple de l'ADF-DTM en Ouganda, qualifié par l'EI lui-même comme étant sa « province d'Afrique Centrale » offre un exemple concret de l'existence réel des risques de collaborations entre les groupes armés locaux et les groupes extrémistes violents transnationaux.

La présence du groupe en République Démocratique du Congo laisse craindre une remontée vers la République Centrafricaine à travers un groupe spécifique, à savoir les 3R d'Abbas Sidiki. Le discours ayant porté sur le massacre des populations peuls et musulmanes en République Centrafricaine a conduit à un appel à la solidarité lancé par le leader du groupe (avant son décès) vers la diaspora de ses deux communautés. Il ne s'agit pas ici de stigmatiser ces communautés mais simplement de voir en cet appel, le potentiel de soutiens émanant d'Etats ou d'acteurs extrémistes au niveau international tel que l'Etat Islamique.

De même, la fatigue et le manque de ressources font parties des deux facteurs qui peuvent conduire les groupes extrémistes présent en RCA à se tourner vers des acteurs transnationaux. Les questions idéologiques ne semblent pas compter dans cette relation mais plutôt un lien économique intéressé dans lequel chacun joue sa partition.

La connaissance du terrain par les groupes rebelles actifs sur le sol centrafricain offre une main d'œuvre « stable » qui, si elles sont financées, peuvent garantir la protection des chantiers miniers et autres ressources naturelles extraites et transportées puis revendues au-delà des frontières pour soutenir d'autres théâtres d'opérations n'ayant aucun rapport direct avec la crise centrafricaine. L'idée n' étant pas d'envahir la RCA ; ni de se faire remarquer mais de tirer profit de son statut de pays instable.

En retour, il est possible de que les groupes bénéficiaires de cette manne minière centrafricaine puisse mettre au service des groupes rebelles centrafricains : des armes et des munitions, des formations techniques, des instructeurs... un ensemble de biens et de services qui leur permet de pouvoir maintenir leur capacité de nuisance.

Cette approche permet d'illustrer la place potentielle de « hub » jouée par la RCA : un espace de rencontre d'intérêts dont l'instabilité nourrit des conflits allant bien au-delà de ses frontières.

Enfin, il est important de faire une étude comparé des groupes extrémistes violents et des groupes armés plus conventionnelles que nous avons en République Centrafricaine. Ce tableau offre une lecture synthétique des dynamiques de ces deux groupes:

Points	Groupes extrémistes violents	Groupes armés conventionnelles (en RCA)
<p align="center">Objectifs</p>	<p>Il y a une dimension utopique qui mobilise la structuration des groupes extrémistes violents . Cette utopie peut être basée sur une idéologie religieuse ou politique mais trouve en son cœur entre autres les objectifs suivants : Libération/protection d'un peuple/communauté ; lutter contre une occupation non désirée et/ou venger les injustices faites à un groupe/communauté.</p>	<p>Historiquement, les groupes armés en RCA se forment autour d'intérêts politiques visant principalement à prendre le pouvoir par la force. Cependant, l'évolution du contexte a vu se développer un second objectif porté par ces groupes qui est celui de contrôler des zones riches en ressources naturelles ou des routes commerciales .</p>
<p align="center">Stratégie de recrutement et de communication</p>	<p>Il faut l'existence d'un leader charismatique qui porte et fait la promotion de l'idéologie et de l'utopie pour le recrutement des « disciples ». Il existe un réseau de relais qui facilite le recrutement, le référencement et la prise en charge des nouvelles recrues .</p> <p>Cependant, on note une mixité de disciples qui souvent s'enrôlent pour régler les griefs qu'ils ont contre la société ou encore par intérêt économique sans pour autant adhérer à l'idéologie du chef ou du mouvement.</p> <p>Une réponse sécuritaire des autorités face à la lutte de ces acteurs renforcent généralement leur narratif et leur capacité de mobilisation des ressources.</p> <p>La propagande étant au cœur des stratégies de recrutement et les moyens sont mis en œuvre pour lui donner une dimension qui puisse traverser les frontières et être compris par un grand nombre de personnes, ainsi on note le recrutement de jeunes « intellectuels » issus quelques fois des meilleures universités</p>	<p>Le charisme et l'idéologie ne sont pas les moteurs de recrutement mais plutôt l'existence d'entrepreneurs politico-économique qui font usage de la force ou exploite les griefs et les traumatismes des populations souvent jeunes. On note qu'un grand nombre d'anciens combattants ont confiés avoir rejoint les groupes armés car on leur avait promis qu'ils rejoindraient l'armée une fois que le groupe aurait pris le pouvoir.</p> <p>Il n'existe pas de stratégie de propagande à proprement dit , il n'y a quasiment pas d'images d'eux sur le terrain , le focus étant mis sur des publications (communiqués) écrites ou vocales sur les réseaux sociaux pour dénoncer les agissements du gouvernement. Il est évident que la cible des messages est le gouvernement et non la population qui n'est utilisée que comme moyen pour maintenir une pression sur l'Etat et la communauté internationale.</p>

	du monde ou ayant de très hautes compétences (communication, tactiques)	
Structuration interne	<p>Varie d'un groupe extrémiste à un autre.</p> <p>L'organigramme commun donne une place central à un leader charismatique qui déroule un réseau assez large de « sympathisants » œuvrant dans l'intérêt de la cause commune.</p> <p>Certains groupes extrémistes violent ne disposent d'aucun intérêt politique car n'ayant aucun intérêt à négocier avec les états mais garde une solide aile militaire pour le contrôle des populations et de la lutte contre les « ennemies ».</p>	<p>Généralement les groupes disposent d'une aile militaire et d'une aile politique afin de créer le pont entre leurs intérêts politico-économique. L'aile politique est celle qui a des accès à Bangui et négocie ou s'adresse directement au gouvernement et aux partenaires internationaux, elle collabore étroitement avec son aile militaire. Cependant l'existence de deux ailes aussi distinctes conduit souvent à un équilibre fragile et des combats de leadership qui finissent par des scissions.</p>
Stratégie d'expansion et collaboration	<p>L'ouvertures d'antennes régionales au niveau national , régional et international. Une solidarité basée sur l'idéologie partagée et l'ennemi commun qui se concrétise souvent par un serment d'allégeance.</p> <p>La grille de communication reste unique sur la partie idéologique mais s'adapte aux contextes des « antennes » qui se font l'écho des revendications des « actions » des uns et des autres.</p>	<p>La multiplication des groupes armés sur le territoire centrafricain est principalement liée à des scissions internes principalement pour des raisons économiques et de leadership.</p> <p>Il n'existe aucune stratégie visible visant à valoriser la solidarité des différents groupes entres elles et ce même si elles sont de la même faction.</p>

Ainsi, le comité national de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent (composé de représentants de la société civile et des ministères de tutelles) représente à court et moyen terme, le seul moyen de pouvoir sensibiliser les autorités et les populations sur les risques de voir se développer de manière plus brutales encore les groupes extrémistes violents. Cela se fera à condition que le gouvernement prenne le leadership et accepte de penser au-delà des conflits qui terrassent le pays.

Pour plus d'informations sur nos actions en faveur de la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent en République Centrafricaine, merci de nous contacter par mail : contact@pdwcar.com